

CLÔTURE DU DIALOGUE SOUS-RÉGIONAL DES PAYS DE LA CEDEAO SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

D'importantes recommandations formulées

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE, JULIETTE BIAO KOUDENOUKPO, A OFFICIELLEMENT CLÔT, HIER AU PALAIS DES CONGRÈS DE COTONOU, LES TRAVAUX DU DIALOGUE SOUS-RÉGIONAL SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. AU SORTIR DE CES ASSISES, DES RÉOLUTIONS PRIMORDIALES AURONT ÉTÉ RETENUES DANS LE SENS D'UNE CONCERTATION PLUS EFFICACE ET D'UNE VISION COMMUNE DES PAYS DE LA SOUS-RÉGION SUR LES QUESTIONS LIÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

HUGUES A. AHOUNOU

De l'avis général, la première que constitue ce Dialogue sous-régional sur les changements climatiques, organisé par le Bénin de concert avec la Cedeao, a tenu toutes ses promesses. Tour à tour, le Représentant du Commissaire de la Cedeao en charge de l'agriculture et de l'environnement et le Ministre de l'environnement soulignent dans leurs interventions que les objectifs de départ ont été atteints. On comprend ainsi que les cinq jours de travaux ont permis d'améliorer la connaissance par divers acteurs participants, des enjeux et des défis, aussi bien techniques que politiques, des changements climatiques pour la sous-région. Des stratégies et approches de développement de capacités à promouvoir dans les pays pour constituer un front commun contre les méfaits des changements climatiques ont été identifiées. Il a également été question pour les participants de s'entendre sur une vision et une stratégie communes en matière de négociation pour la gestion des changements climatiques dans la sous-région. De même, la mise en place d'une structure capable de porter la voix de l'Afrique de l'Ouest dans les négociations internationa-



Mission accomplie pour Juliette Biao Koudénoukpo

les sur les changements climatiques a été abordée.

Des mesures concrètes

En clair, la Déclaration ministérielle du Dialogue de Cotonou retient

doize recommandations. Il s'est entre autres agi pour les experts et les ministres, de doter la Cedeao d'instruments à même de lui permettre de faire valoir ses positions lors des négociations sur l'après-Kyoto. Le Document recommande d'institutionnaliser le Dialogue sous-régional comme un instrument de réflexion à pérenniser.

Autres recommandations, la mise en place dans le cadre du dialogue d'un comité ministériel restreint chargé du suivi et l'utilisation de tous les mécanismes internationaux de financement à tous les niveaux pour lever les moyens nécessaires à la mise en œuvre des différents programmes d'adaptation et autres.

Il est également question de renforcer les structures de recherche scientifique, technique, académique et universitaire opérant dans l'espace Cedeao. Le document stipule qu'il faut « soutenir le renforcement d'une institution existante dans la Cedeao en vue d'en faire un centre de référence en calcul numérique et de modélisation mathématique des processus relatifs aux changements climatiques ». A ce niveau, un point important pour le Bénin, il a été recommandé d'« Appuyer l'offre du gouvernement du Bénin de mettre à disposition ledit centre de référence en calcul numérique et de modélisation mathématique et dont le renforcement devra être soutenu eu égard à l'importance et à l'urgence de la situation soulignée au cours du Dialogue sous-régional sur les changements climatiques dans l'espace Cedeao ». Au total ce sont cinq jours bien remplis que viennent de passer les participants à la rencontre de Cotonou. Juliette Biao Koudénoukpo les remerciera pour le « fabuleux travail abattu » avant d'ajouter que son département « ne ménagera aucun effort pour la mise en œuvre diligente des recommandations de ce forum ».

CONFERENCE REGIONALE SUR LES TICs ET DROITS DES CONSOMMATEURS EN AFRIQUE

Améliorer le coût et la qualité des services de télécommunications pour le bonheur des consommateurs

LA LIGUE POUR LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS AU BÉNIN (LDCB) ORGANISE DEPUIS HIER UNE CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ET LES DROITS DES CONSOMMATEURS EN AFRIQUE. REGROUPANT DIVERS RESPONSABLES DES ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO, DE MÊME QUE CEUX DU MAROC, DU CAMEROUN ET DU GABON, CETTE CONFÉRENCE QUI SE DÉROULE À L'HÔTEL SUN BEACH DE COTONOU ET PRÉVUE POUR PRENDRE FIN DEMAIN BÉNÉFICIE DU SOUTIEN FINANCIER DE « OPEN SOCIETY INITIATIVE FOR WEST AFRICA » (OSIWA).

MAÏFOUX NASSIROU

Première du genre sur le continent africain, cette rencontre devra, à terme, permettre aux diverses organisations participantes de fédérer leurs énergies à travers la mise en place d'un Réseau Africain des Associations de Consommateurs des Tics (Raac-Tic). Cela passe bien évidemment par une bonne appropriation du contenu des différents instruments communautaires de la sous-région ouest africaine et un examen des différentes stratégies de communications en vue de l'adoption d'une

réglementation propice aux millions de consommateurs des services de télécommunications dont regorge le continent africain.

Les technologies de l'information et de la communication constituent aujourd'hui, sans nul doute, un véritable vecteur de développement. Romain Abilé Houehou, président de la Ldcb en est convaincu, notamment lorsqu'il assimile les liens entre les Tics et les consommateurs « à ce que le vent représente pour la mer ». Plus loin, il illustre ce rapport sur le terrain du nombre d'emplois générés par le secteur en évoquant quelques statistiques qui emportent l'adhésion de plus d'un.

La contribution des Tics au Pib des pays de l'Afrique de l'Ouest laisse également à désirer. Avec environ une contribution à hauteur de 10% du Pib du Sénégal, 8% pour celui du Togo et une créance de près de 150 milliards (à recouvrer entièrement sur dix années) générée par la revalorisation en 2007 au Bénin du montant de la Licence Gsm, le secteur des Télécoms apparaît comme un partenaire stratégique des pays en voie de développement dans leur stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté.

Ce dynamisme contraste toutefois, selon la Ldcb, avec quelques défis majeurs à relever dans le secteur. Il

s'agit en occurrence de l'étroitesse de la bande passante, de la faible télé-densité, de la couverture spatiale très limitée et de la question du coût élevé de la communication. Pour le représentant du ministre en charge de la communication, René Bèwa, le gouvernement du Bénin s'évertue déjà à trouver une solution à ces différents problèmes, notamment avec la récente adoption d'une feuille de route dénommée « Plan Tic Bénin » et l'installation d'une autorité transitoire de régulation des postes et télécommunications.

L'AUTRE
QUOTIDIEN

Journal d'information
d'analyse et d'investigation
édité par Continental
Communication
N°589 MISD/DC/DAI/SCC
Siège Social :
A côté de la Pharmacie Camp Guézo
01 BP : 6659 Cotonou
Tél : 21.31.01.99
Fax : 21.31.02.05
e-mail rédaction :
lautreredaction@yahoo.fr
Site : www.lautrequotidien.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Romain TOÏ

REDACTEUR EN CHEF
Léon BRATHIER

RÉDACTEUR CONSEILLER
Noël ALLAGBADA

SECRETAIRE DE REDACTION
Aubay-Rolland ZOHOUN

CHEFS RUBRIQUES

Politique/Nationale
Apollinaire KOUTON

Sport
Aubay-Rolland ZOHOUN

Culture
Franck Raoul Pédro

Santé/Environnement
Eléonore Djegui

Education
Didier HOUNDENOU

Economie
Marie - Louise MATCHOUDO

Découvertes et Innovations
Charlemagne Kekou

Illustration
Polycarpe TOVIHO
Serge BOYA

CELLULE INFORMATIQUE
Pacôme ASSEDE
Caroline KASSOUIN
Annie-Roméo KIOSSOU
Tatiana de SOUZA

CARICATUF ISTE
Michel AÏSSE

CORRESPONDANTS REGIONAUX
Fortuné AGUEH (Ouémé/Plat.)

ADMINISTRATION GENERALE

GERANT
Noël C. AGBODJAN

Secrétaire Caissière
Aline DOVONOU

Assistant - commercial
Carole YEMEZIN

Comptable
Oscar DECADJEVI

Imprimerie
Tropical